

Les avènements de l'École face à la marchandisation

Jacques Attali, Claude Bisson-Vaivre, Alain Bouvier, Isabelle Klépal

DANS **ADMINISTRATION & ÉDUCATION** 2023/4 N° 180, PAGES 135 À 142
ÉDITIONS **ASSOCIATION FRANÇAISE DES ACTEURS DE L'ÉDUCATION**

ISSN 0222-674X

DOI 10.3917/admed.180.0135

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-administration-et-education-2023-4-page-135?lang=fr>



CAIRN . INFO

Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.

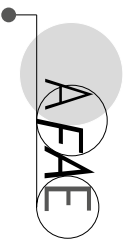


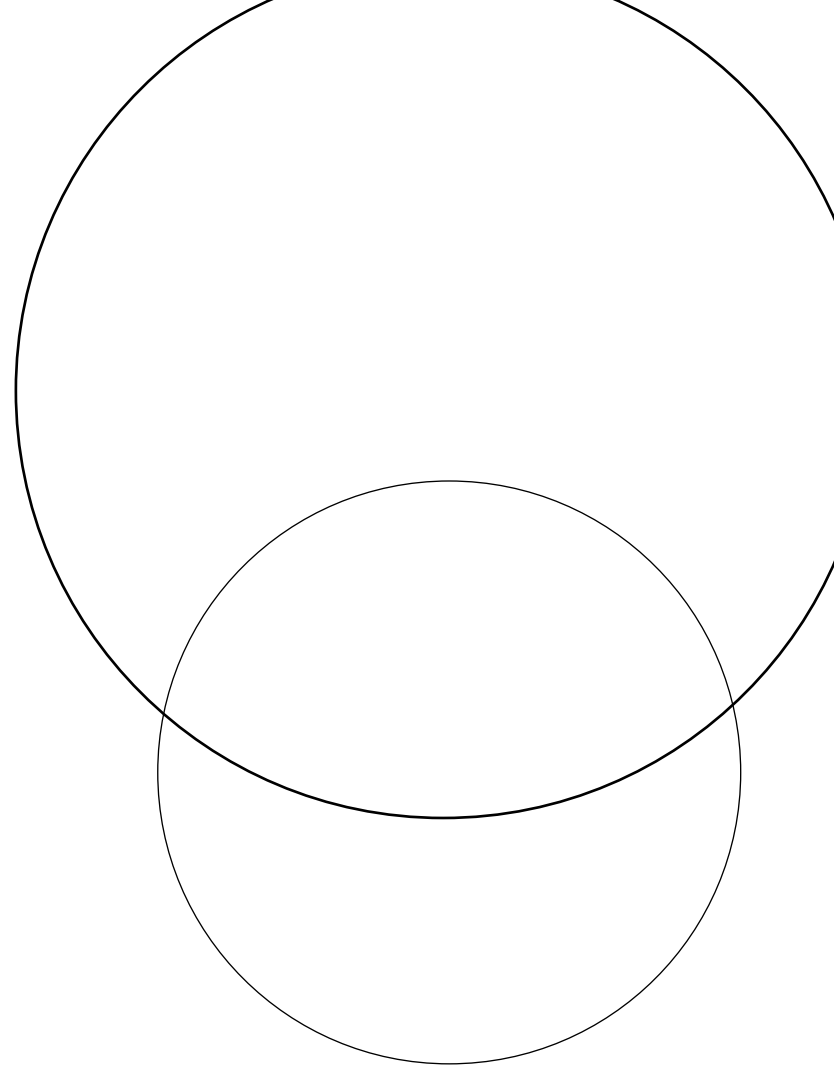
Distribution électronique Cairn.info pour Association Française des Acteurs de l'Éducation.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur cairn.info/copyright.

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

POSTFACE





Les avènements de l'École face à la marchandisation

Jacques ATTALI

Interview réalisée et transcrite par l'équipe de coordination

L'ouvrage qu'a fait paraître Jacques Attali en novembre 2022 chez Flammarion, Histoires et avènements de l'éducation, balaye le temps depuis la préhistoire jusqu'aux siècles à venir, ainsi que l'espace à travers les continents et de nombreux pays. Ce livre passe aussi au scanner le système éducatif français. À chaque page, on ressent la formation scientifique de polytechnicien, la connaissance des usages des outils numériques les plus récents, la culture d'économiste et la grande connaissance de l'international de l'auteur.

Jacques Attali y développe des vues étayées, non conformistes, propres à déranger les idées reçues en France et pourtant considérées par le milieu pédagogique comme indiscutables. Comme s'il n'existait qu'une histoire de l'éducation, au singulier, alors que plusieurs y sont évoquées, avec notamment, les pédagogies alternatives.

Dans cette interview qu'il a bien voulu nous accorder, Jacques Attali livre à la revue Administration & Éducation son analyse sur l'évolution des systèmes éducatifs en général et sur le système éducatif français en particulier, confronté au défi de la marchandisation.

Est-ce que la marchandisation de l'éducation vous semble effectivement présente sur la planète ou verriez-vous un autre terme, plus approprié, pour décrire ce qui est en train de se produire ?

La marchandisation a toujours existé parce que jusque très tard, le processus de transmission, comme je le décris dans mon livre, n'est pas passé par l'école.

Pendant très longtemps, ce fut un processus familial ou professionnel; la transmission du savoir a donc été marchande, qu'il s'agisse de la transmission familiale ou de la transmission par l'artisan. Par la suite, elle a été marchande presque partout dans le monde avec l'arrivée des écoles privées. Dans beaucoup de pays, les écoles ont été assez rapidement privées, au moins en partie.

Ce qui est en train de se passer aujourd'hui, c'est que cette marchandisation se développe de plusieurs façons. Elle se développe parce que les écoles privées se multiplient, en particulier à cause du discrédit des écoles publiques, tant dans des pays comme le nôtre que dans d'autres pays, comme le Maroc ou l'Inde, le Mexique ou le Brésil ou encore les États-Unis. Le système d'enseignement privé y semble malheureusement plus efficace que le système public, qu'il s'agisse des écoles à charte qui sont des formes d'enseignement privé comme aux États-Unis ou encore des écoles purement commerciales comme au Maroc ou en Inde.

C'est la première cause de marchandisation sous forme de service. Il y a ensuite la marchandisation proprement technologique, d'abord l'enseignement à distance rémunéré sous forme de téléenseignement, et enfin l'ensemble des applications d'enseignement qu'on appelle les EdTech. Aujourd'hui, celles-ci se développent à grande vitesse.

Est-ce que vous discernez ou pas des différences par grandes zones géographiques qui tiendraient à la religion, à l'économie ou à l'histoire ?

Tout d'abord, il y a une grande vague mondiale qui fait que la marchandisation de l'éducation s'inscrit dans ce que j'ai décrit dans mes livres depuis longtemps, à savoir la marchandisation progressive de tous les services. Le phénomène a commencé par les services : fabriquer un vêtement, fabriquer un repas, fabriquer un moyen de laver le linge, fabriquer un moyen de raconter des histoires, fabriquer un moyen de communiquer, etc.

Les deux ultimes domaines de service qui restent à marchander sont la santé et l'éducation. Ils le sont déjà en partie pour les raisons évoquées précédemment mais désormais ils vont l'être à l'échelle mondiale.

Dans quelle région cette évolution est-elle la plus notable ? Évidemment, dans les régions où le marché est le plus puissant. C'est-à-dire dans le monde anglo-saxon, mais aussi dans les pays qui n'ont pas les moyens de se doter de systèmes d'éducation publics et qui vont très rapidement être submergés par les systèmes d'éducation privés à distance. Je pense en particulier à l'Afrique, à l'Inde ou à l'Amérique latine, où il va être plus facile d'organiser de l'enseignement à distance privé que de généraliser des écoles de qualité avec trente ou vingt élèves par classe.

Les régions qui résisteront le mieux seront l'Europe, parce qu'elle a un système d'éducation qui tient à peu près la route, et certains pays asiatiques qui

ont, eux aussi, des systèmes éducatifs de bonne qualité. Je pense en particulier à la Corée du Sud, à Singapour, au Japon.

Et il y a également les pays qui résistent à l'éducation quoi qu'il arrive, quelle qu'elle soit et quelle qu'en soit la forme ; je pense malheureusement à une grande partie du monde musulman.

Et selon vous, quelles sont ou quelles seraient les particularités du système éducatif français ?

Le système éducatif français a retenu le pire de deux bons systèmes : le pire du système finlandais et le pire du système coréen.

Il a repris les exigences du concours et du travail solitaire qui marquent le système coréen. Du système finlandais, il a retenu le nivellement par le bas, la moyenne, le refus de la compétition. Alors que pour moi, le meilleur système du monde, c'est le système finlandais quand il est bien traité, quand il tire tout le monde vers le haut par du travail d'équipe, par une bonne rémunération des professeurs, par une valorisation du métier d'enseignant, par l'usage des technologies, par le petit nombre d'élèves par classe, par le fait de ne pas avoir de sanction ni pour les élèves, ni pour les professeurs. Mais avec un niveau de dépense par élève qui est très supérieur au nôtre.

Pensez-vous qu'il y a une compatibilité possible entre les valeurs républicaines et ce que nous appelons en France l'école de la République ?

C'est fondamental, c'est pour ça que dans les vingt leçons que je donne pour la France, il y a vingt propositions¹ qu'il faut mettre en place. Elles passent par l'école de la République et notamment par la mixité sociale, la laïcité, l'enseignement du français. Ce sont vingt propositions précises. Elles exigent des réformes majeures qu'aucun gouvernement depuis trente ans n'a été ou n'est à même de faire.

Vous citez plusieurs fois des écoles alternatives, en particulier Montessori. Pensez-vous qu'elles vont beaucoup se développer ?

Montessori est une pédagogie qui a des effets positifs quand elle est bien appliquée. Beaucoup de gens se réfèrent à Montessori, mais il n'y a pas de label Montessori. Il y a de très mauvaises écoles qui portent ce nom. Le bon système Montessori est un système qui est assez proche du système finlandais : faire

1. Voir annexe

confiance aux enfants, mettre en place un travail collectif. Tout cela devrait se développer, mais ce sera en concurrence et en conflit avec l'éducation impitoyable que je vois venir par le développement du système d'enseignement à distance et qui devra, à mon avis, se modifier pour aller vers ce que j'appelle *l'école hybride*, c'est-à-dire une école qui prendra acte du fait que la transmission se fait par la famille, par l'école, par le numérique et par le périscolaire; pas seulement à l'école, pas seulement par la famille, pas seulement par le numérique, pas seulement par le périscolaire (le sport, le monde associatif).

Ces quatre domaines sont très importants, un peu comme dans l'entreprise où les gens travaillent parfois à l'entreprise, parfois chez eux. Il faut aller vers cette *école hybride*.

Dans votre livre, à un moment, vous semblez dire que finalement, aucun système n'a bien réussi. Est-ce bien cela ?

C'est vrai parce que le monde est changeant, parce qu'un bon système peut se défaire très vite. Il y avait un bon système en Suède, qui s'est défait très vite, justement parce qu'on a essayé de le privatiser. Cela s'est soldé par un échec. C'est très facile de défaire un bon système mais il n'y a pas de système idéal. À l'heure où nous parlons, le système finlandais est bon, mais le sera-t-il encore dans dix ans ? Je n'en sais rien.

Quelles conséquences faut-il en tirer pour les métiers d'enseignant, de chef d'établissement ?

Il faut consacrer beaucoup plus de moyens à ces métiers. Il faut donner beaucoup plus d'autonomie au chef d'établissement, comme on le fait d'ailleurs en Finlande.

Il faut faire en sorte que ces métiers soient mieux rémunérés. Un véritable *big bang* de l'éducation est nécessaire et j'enrage de voir qu'en France, on fait passer beaucoup d'autres réformes avant celle de l'éducation qui est pourtant la plus importante de toutes.

Selon vous, quelle est l'attitude à avoir face à ces évolutions sociétales ? Faut-il essayer de lutter contre cette vague ou au contraire se mettre dedans et essayer d'en tirer des leviers ?

Il faut l'utiliser au mieux. Il y a de très bonnes choses qui apparaissent, par exemple ce professeur de terminale de Drancy qui envoie tout simplement

un SMS personnalisé à tous les parents, tous les soirs. Il obtient d'excellents résultats. Sa méthode se généralise à beaucoup d'écoles.

Une petite entreprise qui s'appelle Revyze et dont je parle dans le livre, fait faire des cours par des élèves à d'autres élèves de la même classe sur les réseaux sociaux. Ce sont là des usages du numérique qui sont remarquables et qu'il faut utiliser, mais dans une perspective globale d'amélioration de la qualité, de souci de l'excellence, de travail en commun, de respect d'un programme, de valeurs précises.

Pourriez-vous développer davantage sur les valeurs que la marchandisation risque de défaire ? Est-ce que finalement, on ne risque pas de passer à une autre école, à une autre conception de l'école, au-delà de la forme ?

La forme va dicter le fond. Il y a un grand risque de voir émerger une école beaucoup plus tournée vers l'utilité que vers la pratique générale.

Pour moi, une mutation majeure s'installe : il n'y aura plus d'école, au sens propre, c'est-à-dire qu'il n'y aura plus une période de formation distincte d'une période de travail. Il y aura de la formation tout au long de la vie et l'école hybride se mêlera au travail hybride. L'école et le travail seront hybrides tous les deux et on ira à l'école tout au long de sa vie. Si l'école n'arrive pas à prendre cette voie, ce sont les entreprises qui développeront elles-mêmes la formation permanente, comme elles le font déjà.

Et donc le vrai risque, c'est la mutation vers une école de plus en plus utilitaire.

Ne nous dirigeons-nous pas vers une école inégalitaire, laquelle est déjà un peu en place avec tous les systèmes parallèles marchands qui viennent en complément de l'école publique ?

Merci de souligner cela. Je ne l'ai pas abordé ici, mais c'est l'un des plus graves problèmes de la société française que je décris longuement dans le livre. C'est un désastre de voir ce que notre école est devenue de plus en plus inégalitaire. C'est pour cela que dans les vingt propositions que j'annonce, une des principales est l'obligation de mixité sociale dans les classes. C'est très important.

Et la laïcité dans tout cela ?

C'est une spécificité française majeure qui doit à tout prix être conservée comme un des éléments les plus précieux de l'identité nationale.

Mais est-ce que la marchandisation ne vient pas combattre cela ?

Oui, ce qui vient combattre cela, c'est la fragmentation de la nation en petites communautés, communautés religieuses ou ethniques ou culturelles et aussi une fragmentation marchande. Il y a plein de formes de fragmentation et le risque existe.

La laïcité, c'est le trésor commun, c'est le contraire de la fragmentation.

Jacques ATTALI

Interview réalisée par Claude BISSON-VAIVRE, Alain BOUVIER et Isabelle KLÉPAL

Annexe

Vingt recommandations spécifiques pour la France

1. Scolariser tous les enfants dès l'âge de 2 ans.
2. Doubler en dix ans la dépense publique d'éducation par élève, en particulier dans le primaire, l'enseignement professionnel et le supérieur, dans la perspective du bouleversement vers l'école hybride.
3. Imposer un minimum de 20 % et un maximum de 30 % d'élèves issus de familles défavorisées dans tout établissement d'enseignement, public ou privé.
4. Réduire massivement le nombre d'élèves par classe hybride, au moins dans le primaire.
5. Décentraliser le système de l'enseignement primaire et secondaire au niveau des territoires.
6. Donner une plus grande autonomie aux établissements pour établir et mettre en œuvre un projet avec la communauté éducative et périscolaire, dans le cadre de l'école hybride.
7. Imposer au moins une heure de sport par jour à tous les niveaux d'études.
8. Former tous les enseignants et tous les élèves à la laïcité et aux valeurs de la République.
9. Remplacer les redoublements par des dispositifs de rattrapage en fin d'année et dans la classe supérieure.
10. Installer dans les quartiers d'éducation prioritaire des classes préparatoires aux concours de l'enseignement et aux grandes écoles, et des départements de grandes universités nationales.
11. Bâtir des établissements d'enseignement adaptés à ces nouveaux besoins.
12. Ouvrir au moins un million de contrats d'apprentissage dans les métiers de la transition écologique et les autres métiers de l'économie de la vie.
13. Former plus encore qu'aujourd'hui les professeurs à des pratiques pédagogiques valorisant l'effort plutôt que l'atteinte d'un niveau arbitrairement défini, ainsi qu'à une approche positive et constructive de l'erreur.
14. Augmenter le nombre d'écoles de la seconde chance et le rattrapage des décrochés.

15. Prolonger l'Aide sociale à l'enfance jusqu'à 23 ans.
16. Instaurer une année de propédeutique à l'université pour les bacheliers les plus fragiles.
17. Développer la formation continue, sans limite d'âge.
18. Revaloriser financièrement la profession d'enseignant-chercheur et l'ensemble des professions périscolaires.
19. Créer un revenu unique d'insertion, remplaçant et simplifiant dix minima sociaux, pour tous, y compris les étudiants jusqu'à 23 ans.
20. Promouvoir l'enseignement de la raison, de la vérité, de la laïcité et de la science à tous les niveaux de la société.

Attali, J. (2022).

Histoires et avenir de l'éducation, Flammarion, p. 422